

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2021

Performance de la Banque HSBC pour le premier trimestre de 2021

Trimestre clos le 31 mars 2021

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
529 M\$	↓ 3,1 %	232 M\$	↑ 194 %	158 M\$	↑ 193 %
(546 M\$ en 2020)		(79 M\$ en 2020)		(54 M\$ en 2020)	

Au 31 mars 2021

Total de l'actif		Ratio des capitaux propres de catégorie 1 ¹	
115,0 G\$	↓ 2,0 %	13,6 %	↓ 10 pb
(117,3 G\$ au 31 déc. 2020)		(13,7 % au 31 déc. 2020)	

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Depuis le début de la pandémie, notre priorité a toujours été d'assurer la sécurité de nos employés et le bien-être financier de nos clients. Même si, ici même au pays, les restrictions imposées par la pandémie se poursuivent, nos clients et nous-mêmes continuons de nous adapter, de prospérer et de croître. Nous tirons parti de notre réseau mondial et de notre gamme croissante de services numériques pour soutenir nos clients, et ce, qu'il s'agisse d'assurer la pérennité de leur entreprise, d'accroître leurs chaînes d'approvisionnement, de se lancer à la conquête de nouveaux marchés, d'acheter une habitation ou de gérer leur épargne et leurs investissements.

L'exercice a démarré sur une bonne note, le bénéfice ayant fortement augmenté en regard de celui du premier trimestre de 2020. Notre clientèle et l'économie s'étant ajustées à la réalité de la COVID-19, les activités des clients de tous nos secteurs se sont intensifiées et la volatilité des marchés a diminué. Nous avons également profité d'une reprise sur les pertes de crédit

attendues au fur et à mesure que les perspectives économiques se sont améliorées. Même si, par rapport à ce qu'il était un an plus tôt, le total du résultat d'exploitation a fléchi en raison du recul des taux d'intérêt, il a dépassé celui du quatrième trimestre. Pour les Services aux entreprises, les soldes des prêts et les produits de commissions se sont accrus grâce à la montée des volumes des acceptations bancaires et des reprises sur les pertes de crédit attendues ont été constatées. Les commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux et marchés ont grandement augmenté. Quant à Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹, une croissance record² a été enregistrée du côté des prêts garantis par des biens immobiliers, des fonds sous gestion et du courtage en ligne de nos services de gestion de patrimoine, car nous avons accru l'ensemble de notre clientèle et celle à l'échelle internationale. »

- ¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux PCGR.
- ² Record pour un trimestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement SBDGP) en tant que secteur d'activité mondial distinct en 2011.

Principaux prix et distinctions

Meilleure carte de crédit à faible taux d'intérêt
creditcardGenius (2021)

Diversité et inclusion
Governance Professionals of Canada (2021)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	43
Notes annexes	48
Renseignements à l'intention des actionnaires	56

Nos secteurs d'activité mondiaux^{1, 2}

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)²

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Trimestre clos le 31 mars 2021

Total du résultat d'exploitation

239 M\$	↓ 10 %	81 M\$	↑ 7 %	207 M\$	0 %
(266 M\$ en 2020)		(76 M\$ en 2020)		(207 M\$ en 2020)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

151 M\$	↑ 221 %	58 M\$	↑ 205 %	37 M\$	↑ 28 %
(47 M\$ en 2020)		(19 M\$ en 2020)		(29 M\$ en 2020)	

Au 31 mars 2021

Actifs des clients³

28,9 G\$	↑ 2,2 %	4,6 G\$	↓ 10 %	32,5 G\$	↑ 2,9 %
(28,3 G\$ au 31 déc. 2020)		(5,1 G\$ au 31 déc. 2020)		(31,6 G\$ au 31 déc. 2020)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 16 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation : 2 M\$ pour le trimestre (total du résultat d'exploitation : 3 M\$ pour le trimestre en 2020), bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat : perte de 14 M\$ pour le trimestre (perte de 16 M\$ pour le trimestre en 2020) et actifs des clients : néant (néant en 2020).

² Au deuxième trimestre de 2020, nous avons apporté deux changements à nos secteurs isolables. Premièrement, nous avons réaffecté les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Deuxièmement, afin de simplifier notre structure organisationnelle matricielle, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée pour former Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Avec prise d'effet le 31 décembre 2020, les activités de gestion du bilan ont également changé de dénomination pour celle de Marchés, trésorerie afin de mieux refléter les activités qui y sont entreprises. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.

³ Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Répercussions de la COVID-19 et notre réaction	4
Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR	6
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	12
Secteurs d'activité mondiaux	13
Sommaire de la performance trimestrielle	17
Survol et perspectives économiques	18
Faits nouveaux en matière de réglementation	19
Questions comptables	21
Arrangements hors bilan	21
Instruments financiers	21
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	22
Transactions avec des parties liées	22
Risques	22
Capital	41
Actions en circulation et dividendes	42

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre clos le 31 mars 2021, en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre clos le 31 mars 2021 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2020*. Ce rapport de gestion est daté du 23 avril 2021, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2021.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2020 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2020* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2020*, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de gestion du capital, de liquidité et de financement ainsi que de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du

personnel compétent dans un marché du travail touché par la pandémie de COVID-19 se révèle difficile. Nous surveillons les risques liés aux ressources humaines en veillant à la santé mentale et au bien-être de nos employés, surtout en ces temps de pandémie. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique ou un acte terroriste. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2020* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document est en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, ainsi que ceux en Europe et en Asie.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres. Le Groupe HSBC-ci sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 64 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 959 G\$ US au 31 mars 2021, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'une foule d'occasions. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

¹ *Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée pour former Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.*

Répercussions de la COVID-19 et notre réaction

La pandémie de COVID-19 a eu et continue d'avoir de lourdes conséquences pour les gens, les entreprises, les collectivités et les économies partout dans le monde. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour obtenir une description de ces répercussions et des mesures que nous avons prises en 2020. Notre priorité, pour 2021, demeure la sécurité de nos employés et de nos clients.

Au Canada, l'État a imposé des restrictions quant aux déplacements de la population et à l'interaction sociale à compter de mars 2020, ce qui a grandement nui à l'activité économique. Un an plus tard et malgré la distribution de vaccins au premier trimestre de 2021, le nombre de nouveaux cas d'infection et de variants s'est accru, ce qui a fait que certaines restrictions provinciales avaient été réimposées à la fin de mars 2021 afin d'endiguer la troisième vague de COVID-19. La situation demeure instable, mais au fil de l'augmentation des taux de vaccination, il se peut que nous voyions les choses revenir tranquillement à la normale, ou plutôt à une nouvelle normalité.

Clients, employés et collectivités

Au Canada, les services bancaires sont considérés comme des services essentiels et, depuis la mi-mars 2020, nous menons nos activités en accord avec notre plan de continuité des opérations afin d'assurer le maintien des services aux clients de tous nos secteurs d'activité. Les directives des autorités sanitaires continueront de guider toutes nos mesures.

Cherchant à réduire le risque et à limiter l'étendue et les répercussions de cette crise sanitaire publique, environ 95 % de notre personnel hors succursales travaille toujours depuis la maison grâce à de nouvelles solutions technologiques, et nous prévoyons que ce sera le cas dans un avenir prévisible.

Afin de réduire le stress supplémentaire que crée, chez notre personnel, l'isolement dans de telles circonstances, nous continuons de le soutenir par nos programmes de mieux-être, dont ceux en santé mentale. Dans le cas des employés qui se doivent d'être sur place pour s'acquitter de fonctions critiques, nous appliquons des mesures de précaution, dont un nettoyage accru, des écrans protecteurs en acrylique ainsi que des procédés de contrôle et de surveillance à l'entrée des clients. Nos succursales sont ouvertes durant leurs heures d'exploitation régulières, et nous constatons toujours que le recours à nos canaux numériques et à nos centres d'appels augmente. Nous continuerons d'aider nos clients par voie de nos produits et

services numériques et aussi de communiquer régulièrement avec eux pour les informer de nos programmes de services et ainsi les aider à gérer les conséquences de cette crise sur leurs finances.

Pour nous, il est très important de soutenir nos clients qui pourraient éprouver des difficultés financières et tous nos secteurs d'activité sont à pied d'œuvre afin de leur offrir des solutions flexibles. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de crédit », page 22, pour obtenir plus de détails sur les programmes d'allègement que nous offrons à notre clientèle.

Organismes de réglementation et gouvernements

Nous entendons jouer un rôle dans la reprise économique au pays, et nous participons activement aux programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral et la Banque du Canada et aidons nos clients les plus touchés par la pandémie. Ces programmes comprennent le programme de soutien Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (le « CUEC ») et le Programme de crédit aux entreprises (le « PCE »), lequel regroupe les programmes d'aide de la Banque de développement du Canada (la « BDC ») et d'Exportation et développement Canada (« EDC »), ainsi que le Programme de crédit pour les secteurs très touchés (le « PCSTT ») que la BDC a instauré en février 2021. Aux termes de ce dernier, les banques canadiennes peuvent offrir aux entreprises très touchées par la pandémie des prêts à faible taux d'intérêt, d'un montant allant de 25 k\$ à 1 M\$, pour combler leurs besoins en matière de flux de trésorerie opérationnels. Les prêts consentis en vertu de ce nouveau programme sont entièrement garantis par la BDC. Au 31 mars 2021, nos clients avaient obtenu des prêts totalisant 493 M\$ aux termes de ces programmes.

Pour plus de détails sur les faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite, page 19.

Incidence sur les risques

Nous avons également pris en compte l'incidence de cette crise sur le risque lié aux crimes financiers et sur la conformité à la réglementation. Ainsi, durant cette période fort difficile, la banque ne relâche pas sa vigilance à l'égard de ses contrôles des risques puisque, dans de telles circonstances, les activités malveillantes, telles les cyberattaques et les fraudes, ont tendance à augmenter.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Incidence sur les résultats financiers

Pour le trimestre, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise de 16 M\$, les variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs s'étant améliorées, ce qui a été atténué par une hausse des pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires de gros. Pour le même trimestre de l'exercice précédent, une charge de 140 M\$ avait été constatée en raison des pertes de valeurs liées aux prêts productifs, pertes reflétant la détérioration marquée des données économiques prospectives en raison de l'éclosion de la pandémie de COVID-19. Ces éléments sont décrits plus en détail à la rubrique « Risque de crédit », page 22, du présent rapport de gestion. De plus, au premier trimestre de 2021, les faibles taux d'intérêt ont encore nuï aux produits d'intérêts nets. L'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 continue de perturber l'activité économique à l'échelle mondiale, et elle pourrait nuire encore plus aux activités et aux résultats financiers de la Banque HSBC Canada.

Depuis le début de la pandémie, la banque a maintenu des niveaux élevés de fonds propres et de liquidités afin de pouvoir combler les besoins de ses clients. Ses ratios demeurent nettement supérieurs aux ratios minimums que la réglementation lui impose. Son ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 était de 13,6 % au 31 mars 2021, contre 13,7 % au 31 décembre 2020 et 12,0 % au 31 mars 2020, et son ratio de liquidité à court terme moyen est passé à 176 % pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 188 % pour celui clos le 31 décembre 2020 et à 156 % pour le trimestre clos le 31 mars 2020.

La Banque HSBC Canada fait partie de l'un des plus grands groupes bancaires au monde. Le Canada est un marché international clé pour la HSBC, les actifs totalisant 115 G\$ au pays et 2 959 G\$ US à l'échelle mondiale au 31 mars 2021. La position de la HSBC en matière de capital, de financement et de liquidité est excellente, et c'est avec ardeur que nous continuerons de soutenir l'économie canadienne, notre clientèle et la population en général en ces temps difficiles et au fil de la reprise.

Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »); il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la

moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- 1 La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2021	31 mars 2020
Performance financière de la période			
Total du résultat d'exploitation		529	546
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)		16	(140)
Charges d'exploitation		(313)	(327)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		232	79
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		158	54
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,29	0,11
Mesures financières (%)			
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	11,2	4,1
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	2,4	0,7
Ratio d'efficience		59,2	59,9
Ratio du levier d'exploitation		1,2	0,5
Marge d'intérêts nette		1,12	1,33
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	s. o.	0,84
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,11	0,21
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		32,4	39,5
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,06	0,11
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		115 033	117 347
Prêts et avances à des clients		62 459	61 002
Comptes des clients		69 603	71 950
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	89,7	84,8
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 658	5 782
Mesures financières non conformes aux PCGR qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	13,6	13,7
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		16,4	16,4
Ratio du capital total (%)		18,9	19,0
Ratio de levier (%)		5,9	6,0
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		39 522	40 014
Ratio de liquidité à court terme (%)	4	176	188

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux PCGR.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

4 Le ratio de liquidité à court terme (« LCR ») indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	282	318
Produits de commissions nets	196	178
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	30	26
Autres éléments de produits	21	24
Total du résultat d'exploitation	529	546
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	16	(140)
Résultat d'exploitation net	545	406
Total des charges d'exploitation	(313)	(327)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	232	79
Charge d'impôt sur le résultat	(63)	(13)
Bénéfice de la période	169	66

Comparaison du trimestre le 31 mars 2021 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire

La performance pour le premier trimestre de 2021 a surpassé celle d'il y a un an. Le bénéfice avant la charge d'impôt de tous nos secteurs d'activité mondiaux a augmenté, ceux-ci ayant tiré parti de l'élan amorcé dans la seconde moitié de l'exercice. Pour le premier trimestre de 2021, les produits de commissions nets et les produits de négociation ont augmenté étant donné que les activités des clients se sont intensifiées et que la volatilité des marchés a diminué. Nous avons également bénéficié d'une baisse des pertes de crédit attendues puisque les variables macroéconomiques prospectives se sont améliorées. Le recul des charges d'exploitation a également contribué à faire accroître le bénéfice avant la charge d'impôt puisque nous avons encore géré nos coûts avec soin. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence négative des réductions de taux par les banques centrales en 2020. Les résultats enregistrés un an plus tôt avaient été grandement touchés par la forte détérioration des données économiques prospectives et par l'instabilité des marchés dans la foulée de l'éclosion de la pandémie de COVID-19.

Le résultat d'exploitation de 529 M\$ pour le trimestre signale une baisse de 17 M\$, ou 3,1 %, sur un an. Les réductions de taux par les banques centrales en 2020 ont eu pour effet d'affaiblir les produits d'intérêts nets. Le recul des profits réalisés à la cession de placements financiers et constatés dans les autres éléments de produits est également l'un des facteurs à l'origine de la baisse précitée. Ces diminutions ont été compensées en partie par l'augmentation des produits de commissions nets par suite de la montée des commissions générées par les services-conseils du secteur des Services

bancaires internationaux et marchés, par la hausse des commissions tirées des facilités de crédit du fait de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires du secteur des Services aux entreprises et des fonds sous gestion ainsi que par l'intensification des activités de courtage en ligne du secteur de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Les produits de négociation se sont également améliorés en raison des variations favorables de certains écarts de crédit, les marchés poursuivant leur reprise après l'apparition de la COVID-19.

Pour le trimestre, les pertes de crédit attendues ont consisté en une reprise de 16 M\$, les variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs s'étant améliorées, ce qui a été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires de gros. La charge constatée un an plus tôt reflétait l'incidence d'une forte détérioration des données économiques prospectives concernant les prêts productifs au début de la pandémie, ainsi que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs par suite du recul des prix du pétrole, facteurs ayant donné lieu à une charge de 140 M\$ au premier trimestre de 2020.

Le total des charges d'exploitation a diminué de 14 M\$, ou 4,3 %, car nous avons continué de gérer nos coûts avec soin, vu le contexte économique actuel, tout en poursuivant nos investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité, de simplifier nos processus et d'offrir les services numériques que nos clients demandent.

En conséquence, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est dégagé à 232 M\$ pour le trimestre, en hausse de 153 M\$, ou 194 %.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2021 et de la période correspondante de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont diminué de 36 M\$, ou 11 %, pour le trimestre, en raison de la compression des marges par suite des réductions de taux par les banques centrales en 2020.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Note	Trimestre clos le					
		31 mars 2021			31 mars 2020		
		Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques		15 259	9	0,24	1 205	1	0,45
Prêts et avances à des clients		61 941	406	2,66	62 020	524	3,39
Prises en pension à des fins autres que de transaction		5 743	5	0,34	7 689	39	2,05
Placements financiers		18 456	30	0,67	23 999	101	1,69
Autres actifs productifs d'intérêts		526	1	0,55	1 129	3	1,01
Total des actifs productifs d'intérêts (A)		101 925	451	1,78	96 042	668	2,82
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	1	3 500	7	0,84	4 042	16	1,55
Actifs non productifs d'intérêts		11 578	—	—	12 006	—	—
Total		117 003	458	1,57	112 090	684	2,47

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2021			31 mars 2020		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Dépôts effectués par des banques	1	1 087	—	0,04	1 614	1	0,18
Comptes des clients	2	63 094	69	0,45	56 763	195	1,38
Mises en pension à des fins autres que de transaction		3 235	3	0,36	8 695	38	1,77
Titres de créance émis et créances subordonnées		17 229	80	1,88	16 110	100	2,48
Autres passifs portant intérêt		2 653	17	2,63	2 215	16	2,89
Total des passifs portant intérêt (B)		87 298	169	0,78	85 397	350	1,66
Passifs détenus à des fins de transaction	3	3 420	7	0,84	2 529	9	1,47
Comptes courants ne portant pas intérêt		7 483	—	—	5 704	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt		18 802	—	—	18 460	—	—
Total		117 003	176	0,60	112 090	359	1,30
Produits d'intérêts nets (A-B)			282			318	

1 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

2 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

3 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Rapport de gestion

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	15	16
Produits de courtage	7	4
Cartes	16	18
Facilités de crédit	84	78
Fonds sous gestion	52	48
Importations/exportations	3	2
Commissions d'agence d'assurance	1	1
Autres	12	14
Services de paiement	10	9
Prise ferme et services-conseils	25	11
Produits de commissions	225	201
Moins les charges de commissions	(29)	(23)
Produits de commissions nets	196	178

Les produits de commissions nets du trimestre se sont renforcés de 18 M\$, ou 10 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des commissions générées par les services-conseils du secteur des Services bancaires internationaux et marchés et de l'amélioration des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires du secteur des Services aux entreprises, des fonds

sous gestion et des activités de courtage en ligne du secteur de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des charges de commissions connexes par suite de l'intensification des activités et par le recul des commissions générées par les cartes en raison de la réception d'une remise l'exercice précédent.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Activités de négociation	29	37
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	3	(22)
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	—	7
Inefficacité des couvertures	(2)	4
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	30	26

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont augmenté de 4 M\$, ou 15 %, pour le trimestre. Cette augmentation provient de la moins grande volatilité des marchés et du resserrement des écarts de crédit, ce qui a contribué à des ajustements de valeur favorables et à une

réduction de l'inefficacité des couvertures. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une diminution des activités de négociation et par un recul des produits d'intérêts nets à cause de taux d'intérêt plus faibles.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	15	16
Autres produits d'exploitation	6	8
Autres éléments de produits	21	24

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont affaiblis de 3 M\$, ou 13 %, ce qui est imputable aux activités de gestion du bilan qui ont été prises en compte dans les autres produits

d'exploitation ainsi qu'à la baisse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) –(reprise)/charge	(39)	99
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge	23	41
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (reprise)/charge	(16)	140

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une reprise de 16 M\$, comparativement à une charge de 140 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise constatée pour le trimestre à l'étude a découlé essentiellement de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui a été contrebalancé en partie par les pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires de gros.

En 2020, la charge était associée à une forte détérioration des scénarios économiques prospectifs en raison de l'éclosion de la pandémie de COVID-19, ce qui avait influé sur le portefeuille de prêts productifs, ainsi qu'aux pertes de valeur liées à des prêts non productifs et résultant du fléchissement des prix du pétrole.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	159	169
Charges générales et administratives	128	130
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	17	20
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	9	8
Total des charges d'exploitation	313	327

Pour le trimestre, le total des charges d'exploitation a fléchi de 14 M\$, ou 4,3 %, en raison surtout de la réduction des frais liés au personnel et de la diminution des coûts discrétionnaires en raison de la conjoncture économique actuelle. Ces facteurs ont

été atténués par les investissements stratégiques que nous avons réalisés afin de faire croître nos secteurs d'activité, de simplifier nos processus et d'offrir les services numériques que nos clients demandent.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le premier trimestre de 2021, le taux d'imposition effectif a été de 26,9 %, ce qui dépasse le taux prévu par la loi, à savoir 26,5 %, et reflète l'augmentation de la charge d'impôt. Pour le premier trimestre de 2020, le taux d'imposition effectif avait été de 17,0 %.

Évolution de la situation financière

	Au	
	31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	13 024	15 750
Actifs détenus à des fins de transaction	4 217	1 719
Dérivés	3 680	5 447
Prêts et avances	63 719	62 272
Prises en pension à des fins autres que de transaction	6 268	5 996
Placements financiers	16 448	19 879
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 591	4 043
Autres actifs	4 086	2 241
Total de l'actif	115 033	117 347
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 279	1 139
Comptes des clients	69 603	71 950
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 074	3 227
Passifs détenus à des fins de transaction	3 812	1 831
Dérivés	3 868	5 647
Titres de créance émis	14 490	17 387
Acceptations	3 606	4 062
Autres passifs	7 543	5 222
Total du passif	108 275	110 465
Total des capitaux propres	6 758	6 882
Total du passif et des capitaux propres	115 033	117 347

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 115,0 G\$ au 31 mars 2021, en baisse de 2,3 G\$, ou 2,0 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2020. Depuis le début de la pandémie, la banque maintient des niveaux élevés de liquidités afin de pouvoir répondre aux besoins de ses clients. Bien qu'elle conserve de tels niveaux, elle a réduit ses placements financiers de 3,4 G\$ et ses soldes de trésorerie détenus dans les banques centrales de 2,7 G\$. Les dérivés se sont repliés de 1,8 G\$ à cause des variations de l'évaluation à la valeur de marché imputables aux taux d'intérêt et de change. Ce facteur a été compensé en partie par une hausse de 2,5 G\$ des volumes et des activités concernant les actifs détenus à des fins de transaction ainsi que par une augmentation de 1,8 G\$ des soldes des comptes de règlement en raison du moment des activités visant à faciliter les transactions des clients, ce qui a été constaté dans les autres actifs.

Passif

Le total du passif s'établissait à 108,3 G\$ au 31 mars 2021, pour une baisse de 2,2 G\$, ou 2,0 %, par rapport à celui au 31 décembre 2020. Le financement à terme et de gros a baissé de 2,9 G\$, ce qui a été enregistré dans les titres de créance émis.

La diminution des dépôts de tous les secteurs d'activité mondiaux a contribué à la baisse de 2,3 G\$ des comptes des clients, en raison du repositionnement des besoins en liquidités de la banque. Les dérivés ont reculé de 1,8 G\$, ce qui correspond à la variation enregistrée dans l'actif. Ces facteurs ont été atténués par des hausses de 2,3 G\$ des autres passifs et de 2,0 G\$ des passifs détenus à des fins de transaction, hausses qui ont résulté des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur les actifs correspondants, et par une augmentation de 0,8 G\$ des mises en pension.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 6,8 G\$ au 31 mars 2021, signalant ainsi un repli de 0,1 G\$, ou 1,8 %, par rapport à celui au 31 décembre 2020. Ce repli représente une perte de 0,1 G\$ qui a été constatée au titre des instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie ainsi que les dividendes sur les actions ordinaires de 0,2 G\$ qui ont été déclarés durant le trimestre. Le repli précité a été compensé en partie par le bénéfice après impôt de 0,2 G\$ qui a été généré au cours de la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Services aux entreprises

Le secteur des Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	127	157
Produits autres que d'intérêts	112	109
Total du résultat d'exploitation	239	266
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	8	(117)
Résultat d'exploitation net	247	149
Total des charges d'exploitation	(96)	(102)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	151	47

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est replié de 27 M\$, ou 10 %, en regard de celui du premier trimestre de 2020. Les résultats ont été affaiblis essentiellement par le recul des taux d'intérêt, de la moyenne des soldes des prêts et des produits tirés du change et des dérivés. Malgré la baisse des produits sur un an, les SE ont poursuivi sur leur lancée en 2021, les prêts et acceptations ayant augmenté de 0,6 G\$ au premier trimestre et les marges sur les prêts s'étant améliorées, parce que le coût des liquidités a fléchi depuis le début de l'exercice.

Notre ambition est de demeurer le partenaire financier international de prédilection pour nos clients et de les aider à réaliser leurs projets en priorisant le financement durable et leur transition vers une économie carboneutre. Tirant parti de notre réseau international et grâce à des investissements continus dans nos principales plateformes du Service mondial de gestion des liquidités et de la trésorerie (« SMGLT ») et du Commerce international et financement des comptes clients (« CIFCC »), nous sommes parfaitement en mesure d'aider nos clients à combler leurs besoins en services bancaires au pays et à l'étranger. Nous continuons d'investir et d'améliorer l'expérience numérique de notre clientèle tout en veillant à la sécurité de nos activités et au maintien de notre résilience, et nous sommes prêts à guider nos clients sur la voie de la reprise, au fil de la réouverture de l'économie.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est renforcé de 104 M\$, ou 221 %, grâce à une importante baisse des pertes de crédit attendues et au recul des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont contractés de 30 M\$, ou 19 %. Ce résultat témoigne du rétrécissement des marges par suite des réductions de taux par les banques centrales en 2020 ainsi que de la baisse de la moyenne des soldes des prêts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont renforcés de 3 M\$, ou 2,8 %, grâce principalement à une montée des commissions engendrée par l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, ce qui a été atténué par la réduction des produits tirés du change et des dérivés.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une reprise de 8 M\$ pour le trimestre, comparativement à une charge de 117 M\$ un an plus tôt, les scénarios macroéconomiques prospectifs s'étant améliorés et les prix du pétrole s'étant raffermis, ce qui a réduit la probabilité de défaut dans certains secteurs. Ces facteurs ont été contrebalancés par une hausse des pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires de gros.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre s'est replié de 6 M\$, ou 5,9 %, ce qui rend compte de la prudence avec laquelle nous gérons toujours nos coûts, vu le contexte économique actuel.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2021 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

² Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent, le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Avec prise d'effet le 31 décembre 2020, les activités de gestion du bilan ont également changé de dénomination pour celle de Marchés, trésorerie afin de mieux refléter les activités qui y sont entreprises. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	27	39
Produits autres que d'intérêts	54	37
Total du résultat d'exploitation	81	76
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	11	(14)
Résultat d'exploitation net	92	62
Total des charges d'exploitation	(34)	(43)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	58	19

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 5 M\$, ou 6,6 %, en regard de celui du premier trimestre de 2020, ce qui a résulté du montant élevé des commissions générées par les services-conseils ainsi que des variations favorables de certains écarts de crédit, la reprise des marchés depuis l'éclosion de la COVID-19 s'étant poursuivie. Ces facteurs ont été atténués par une baisse de la performance des activités de vente et de négociation de la sous-division Marchés et services liés aux valeurs mobilières.

Comme l'économie canadienne est toujours en voie de se relever des conséquences de la pandémie de COVID-19, nos équipes des Services bancaires internationaux et marchés continuent de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les secondar dans leurs efforts pour renouer avec la croissance.

Les SBIM conservent leur stratégie qui est bien établie, à savoir offrir des solutions bancaires de gros sur mesure, tirant ainsi parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et des solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt a bondi de 39 M\$, ou 205 %, grâce principalement à la baisse de la charge au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs du fait de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives, ainsi qu'à la progression du résultat d'exploitation et à la réduction des charges d'exploitation qu'a permise une gestion prudente des coûts.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont diminué de 12 M\$, ou 31 %, ce qui est imputable à l'incidence négative qu'ont eue les réductions de taux par les banques centrales et à la baisse des soldes des prêts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre ont progressé de 17 M\$, ou 46 %, en raison de la montée des commissions générées par les services-conseils ainsi que des variations favorables de certains écarts de crédit, la reprise des marchés depuis l'éclosion de la COVID-19 s'étant poursuivie.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une baisse de 25 M\$, laquelle a résulté de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre a fléchi de 9 M\$, ou 21 %, en raison surtout de la réduction des frais liés au personnel du fait des activités de rationalisation.

- 1 Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2021 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.*
- 2 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Avec prise d'effet le 31 décembre 2020, les activités de gestion du bilan ont également changé de dénomination pour celle de Marchés, trésorerie afin de mieux refléter les activités qui y sont entreprises. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.*

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière^{2, 3}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	128	132
Produits autres que d'intérêts	79	75
Total du résultat d'exploitation	207	207
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)	(3)	(9)
Résultat d'exploitation net	204	198
Total des charges d'exploitation	(167)	(169)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	37	29

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation est demeuré le même qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent puisque la forte hausse des volumes associés au solde de la relation globale des clients⁴ a été annulée par le recul des écarts qu'ont causé les réductions de taux par les banques centrales en 2020. L'augmentation du solde de la relation globale des clients⁴ a résulté du montant record des ventes nettes⁵ en ce qui a trait aux fonds sous gestion et aux prêts garantis par des biens immobiliers.

Nous avons élargi l'ensemble de notre clientèle et celle à l'échelle internationale, car nous investissons toujours dans nos canaux de distribution en plus d'offrir des produits compétitifs sur le marché. Nous avons encore fait en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients de réaliser leurs transactions bancaires et avons amélioré l'expérience client grâce à des perfectionnements d'ordre numérique, tels que l'intégration d'un agent conversationnel à la messagerie sur Internet, la rationalisation du processus d'ouverture numérique de comptes et le fait de permettre à notre clientèle de récupérer par voie numérique davantage de documents, au moment où cela lui convient.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est renforcé de 8 M\$, ou 28 %, grâce à la forte hausse des volumes associés au solde de la relation globale des clients⁴ et à une diminution des pertes de crédit attendues et des charges d'exploitation, ce qui a été neutralisé en partie par le fléchissement des écarts par suite des réductions de taux par les banques centrales en 2020.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont reculé de 4 M\$, ou 3 %, à cause du rétrécissement des écarts qu'ont causé les réductions de taux par les banques centrales en 2020. Ce facteur

a été annulé en partie par l'essor plus prononcé des volumes de prêts et de dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 4 M\$, ou 5,3 %, pour le trimestre grâce à la progression des produits de commissions nets provenant des fonds sous gestion et du courtage en ligne.

La **variation des pertes de crédit attendues** a enregistré une amélioration de 6 M\$, ce qui a résulté du recul, sur un an, des charges par suite d'une embellie des scénarios économiques prospectifs.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre a fléchi de 2 M\$, ou 1,2 %, grâce aux initiatives de rationalisation et à une gestion prudente des coûts, vu le contexte économique actuel. Ces facteurs ont été annulés en partie par les investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités.

¹ Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée pour former Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.

² Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2021 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

³ Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Avec prise d'effet le 31 décembre 2020, les activités de gestion du bilan ont également changé de dénomination pour celle de Marchés, trésorerie afin de mieux refléter les activités qui y sont entreprises. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.

⁴ Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

⁵ Record pour un trimestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement SBDGP) en tant que secteur d'activité mondial distinct en 2011.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	—	(10)
Produits autres que d'intérêts	2	7
Résultat d'exploitation net/(perte)	2	(3)
Total des charges d'exploitation	(16)	(13)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(14)	(16)

Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre a progressé de 5 M\$ en raison d'une diminution des coûts associés aux liquidités, élément pris en compte dans les produits d'intérêts nets, et du repli des produits générés par la gestion de la trésorerie. Les charges d'exploitation du trimestre se sont alourdies de 3 M\$, essentiellement en raison du coût des initiatives menées afin de favoriser la croissance à venir. L'incidence nette de ces variations a été une augmentation de 2 M\$ du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat dégagé pour le trimestre.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2021 et de la période correspondante de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

² Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Avec prise d'effet le 31 décembre 2020, les activités de gestion du bilan ont également changé de dénomination pour celle de Marchés, trésorerie afin de mieux refléter les activités qui y sont entreprises. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2021				2020			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	282	275	244	249	318	313	313	319
Produits de commissions nets	196	185	172	178	178	179	168	174
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	30	30	29	47	26	48	36	33
Autres éléments de produits	21	14	27	28	24	21	17	19
Total du résultat d'exploitation	529	504	472	502	546	561	534	545
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	16	1	2	(190)	(140)	(33)	(17)	(40)
Résultat d'exploitation net	545	505	474	312	406	528	517	505
Total des charges d'exploitation	(313)	(345)	(317)	(304)	(327)	(315)	(311)	(337)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	232	160	157	8	79	213	206	168
Charge d'impôt sur le résultat	(63)	(35)	(45)	(3)	(13)	(56)	(56)	(47)
Bénéfice de la période	169	125	112	5	66	157	150	121
Bénéfice/(perte) attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	158	113	101	(8)	54	144	141	112
- au détenteur d'actions privilégiées	11	12	11	13	12	13	9	9
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,29	0,21	0,18	(0,01)	0,11	0,29	0,28	0,22

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Du troisième trimestre de 2020 au premier trimestre de 2021, les produits d'intérêts nets ont augmenté grâce à l'accroissement de la marge d'intérêts nette qu'a permis l'amélioration des écarts et à la réduction des volumes de passifs. Au cours des troisième et deuxième trimestres de 2020, les produits d'intérêts nets avaient diminué en raison de l'incidence négative des réductions de taux par les banques centrales et du maintien de niveaux élevés de liquidités qui génèrent de moins bons rendements. Les activités de gestion du bilan avaient accru les produits d'intérêts nets au premier trimestre de 2020. En 2019, les produits d'intérêts nets étaient demeurés relativement stables dans la seconde moitié de cet exercice. Du deuxième au troisième trimestre de 2019, ils avaient baissé à cause de la hausse du coût du passif ayant servi à financer l'accroissement de la moyenne des actifs productifs d'intérêts et du repli des produits par suite des activités de gestion du bilan.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les principaux facteurs de variation d'un trimestre à l'autre sont les commissions de prise ferme et celles générées par les services-conseils, lesquelles sont fonction des activités. Quoi qu'il en soit, on note une tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, des fonds sous gestion et des cartes de crédit. Au premier trimestre de 2021, le montant des produits de commissions nets a été le plus élevé à être enregistré sur huit trimestres. Cependant, au cours des troisième et deuxième trimestres de 2020, les activités

des clients avaient ralenti à cause de la COVID-19, comprimant ainsi les produits de commissions nets.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Au premier trimestre de 2021 et au quatrième trimestre de 2020, ils sont demeurés pour ainsi dire les mêmes. Au troisième trimestre de 2020, ils avaient fléchi à cause d'ajustements de crédit et d'ajustements de la juste valeur liés au financement défavorables. Au deuxième trimestre de 2020, leur hausse avait résulté des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations provenant essentiellement de la contraction des écarts de crédit et du fait que les marchés avaient été moins volatils, ainsi que de l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux et des activités de gestion du bilan. Au premier trimestre de 2020, leur baisse avait découlé de l'accroissement de certains écarts de crédit et de la volatilité des marchés engendrée par la COVID-19, ce qui avait mené à des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement. Ce facteur avait été atténué par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés. Aux troisième et quatrième trimestres de 2019, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté à cause principalement de l'intensification des activités de négociation de produits à revenu fixe.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. Quoi qu'il en soit, les autres éléments de produits avaient augmenté au deuxième trimestre de 2020 grâce à un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débetures subordonnées qui avaient été rachetées.

Du troisième trimestre de 2020 au premier trimestre de 2021, et même si les reprises ont été modestes au troisième et quatrième trimestres de 2020, les pertes de crédit attendues ont consisté en des reprises sur les prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées, ce qui a été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la construction. Cette situation a représenté un grand changement par rapport aux deux premiers trimestres de 2020 où la détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie et la fragilisation du secteur de l'énergie par suite du recul des prix du pétrole avaient accru les charges au titre des pertes de crédit attendues. En 2019, ces charges avaient résulté de la normalisation continue des pertes de crédit, en raison surtout d'un changement apporté aux prévisions économiques afin de rendre compte du ralentissement de la croissance du PIB en regard d'un an plus tôt. De plus, en 2019, c'est aux deuxième et quatrième trimestres que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs des secteurs du commerce de gros et de détail, de l'extraction minière et de l'agriculture avaient été les plus élevées.

Notre objectif consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique et nous continuons de réaliser des investissements stratégiques en ce sens en 2021 tout en veillant à gérer nos coûts avec prudence, vu le contexte économique actuel. En 2020, nous avons rationalisé nos processus et accordé la priorité à l'élaboration de solutions numériques afin d'aider nos clients pendant la pandémie de COVID-19 et par la suite.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

L'économie canadienne a su accuser le coup de la hausse des cas d'infection à la COVID-19 dans les derniers mois de 2020 et des confinements très stricts qui ont alors été imposés. Ainsi, plutôt que de chanceler au début de 2021, l'économie semble avoir retrouvé un certain élan. Par conséquent, au lieu de la légère baisse du produit intérieur brut (le « PIB ») que nous avions prévue pour le premier trimestre, sa croissance devrait s'approcher de 6,0 % pour cette période. Toutefois, la résilience de l'économie sera mise à l'épreuve au deuxième trimestre. De fait, la troisième vague de COVID-19 a mené à la mise en place des mesures plus strictes imposées par les autorités de santé publique depuis le début de la pandémie. En raison de ces mesures, la croissance du PIB devrait avoisiner 2 % au cours du deuxième trimestre.

Cela dit, nous pensons toujours que la croissance du PIB s'accéléra au cours du deuxième semestre, les restrictions imposées en raison de la pandémie s'assouplissant vers la fin de l'année, ce qui libérera la demande refoulée. Si cela se produit, nous pensons que le PIB progressera de 6,0 % en 2021, ce qui dépasserait le taux de 3,5 % que nous avons prévu antérieurement et représenterait une forte remontée par rapport au recul de 5,4 % enregistré en 2020 à cause de la pandémie.

Nous nous attendons dorénavant qu'au troisième trimestre, le niveau d'activité économique redevienne ce qu'il était avant la crise sanitaire.

La bonne performance à la fin de 2021 devrait se répéter en 2022. Nous prévoyons maintenant que la progression du PIB sera de 3,9 % l'an prochain et non pas de 2,6 % comme l'indiquaient nos projections antérieures. Nous croyons toujours que le rythme de croissance du PIB ralentira en 2022 comparativement à 2021, reflétant ainsi l'atténuation de l'impact de la demande refoulée et les conséquences des freins à la croissance engendrés par la pandémie.

La vaccination favorisera la libération de la demande refoulée

De vastes campagnes de vaccination contre la COVID-19 joueront un rôle clé dans le rebond de la croissance en 2021 puisqu'elles permettront la levée, dans les mois à venir, des restrictions imposées à cause de la pandémie. Cet assouplissement contribuerait à libérer la demande refoulée pour des services de proximité, tels ceux associés à la restauration, aux divertissements, aux voyages et aux soins personnels. C'est dans la seconde moitié de l'année que ces services devraient connaître leur plus forte hausse, mais ce, à la condition que l'immunité collective soit atteinte au pays au cours du troisième trimestre.

Il y a certes place à l'amélioration. À la fin de 2020, les sommes consacrées aux services avaient, en termes réels, fléchi de près de 12 % en regard de celles au quatrième trimestre de 2019. Nous croyons que la reprise des dépenses en services sera stimulée par un certain rééquilibrage des dépenses en biens. En raison de changements dans les habitudes de consommation, ces dépenses dépassent de 4,6 % leurs niveaux pré-pandémie.

La réduction de l'épargne excédentaire devrait également stimuler la consommation cette année. À la fin de 2020, le taux d'épargne des ménages représentait 12,7 % de leur revenu disponible, ce qui est nettement supérieur au taux de 2 % enregistré à la fin de 2019. Pour comprendre où se situe l'épargne excédentaire, il faut savoir que dans les quatre années précédentes, les dépenses de consommation avaient dépassé le revenu disponible de 25,1 G\$ en moyenne par année. Par contre, en 2020, le revenu disponible a été de 168 G\$ supérieur aux dépenses de consommation.

Dans la foulée de la baisse de l'épargne, la consommation devrait représenter 2,6 points de pourcentage de la croissance du PIB en 2021. L'investissement résidentiel qui, l'an dernier, a correspondu à 8 % du PIB réel, son plus haut sommet en 30 ans, devrait augmenter de 14,1 % cette année et ainsi générer 1,2 point de pourcentage du PIB. Ainsi, plus de 73 % de l'essor du PIB en 2021 résultera d'activités associées au secteur des ménages.

Outre celles affectées à la consommation et au logement, une partie des économies servira à régler les paiements reportés en 2020. Par exemple, certains ménages seront aux prises avec une dette fiscale en raison des prestations imposables qu'ils ont touchés l'an dernier pour compenser leur perte de revenus pendant le confinement. Aucun impôt n'a été prélevé sur ces prestations et celles-ci devront être prises en compte dans le revenu imposable de 2020. Également, certains ménages ont reporté leurs remboursements hypothécaires et de crédit, mais devront les faire. Enfin, des ménages conserveront dans l'avenir

un niveau plus élevé d'épargne de précaution, ce niveau étant très bas avant la pandémie.

Une forte dépendance envers les consommateurs

Néanmoins, la COVID-19 suscite toujours son lot d'inquiétudes. Plus particulièrement, ses variants causent une troisième vague d'infections. Par exemple, le nombre de personnes infectées en Ontario a atteint un record, et la province a réinstauré un ordre « de rester à la maison » et restreint les activités des commerces non essentiels. En conséquence, la reprise économique devrait demeurer inégale.

Les consommateurs contribueront fortement à paver la voie à une reprise durable. Cependant, le fait de trop dépendre du secteur des ménages n'est pas sans risque. Ainsi, le marché de l'habitation, où il se produit une flambée des prix, est déjà préoccupant et attire l'attention des décideurs politiques. Ainsi, le gouverneur de la Banque du Canada, M. Tiff Macklem, a récemment signalé avoir observé « certains signes d'excès d'exubérance ». En parallèle, la ministre des Finances, M^{me} Chrystia Freeland a affirmé que le gouvernement surveillait de très, très près les marchés du logement partout au pays.

Comme les inquiétudes suscitées par l'ensemble du marché de l'habitation s'accroissent, le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF ») a suggéré de hausser le taux d'intérêt utilisé pour simuler des crises dans le cas des prêts hypothécaires non garantis. Il est également possible que le gouvernement fédéral instaure d'autres mesures pour ralentir ce marché en 2021.

Cela dit, comme les perspectives de croissance économique s'améliorent à l'échelle mondiale, ce qui inclut une hausse des prix des marchandises, les dépenses d'investissement des entreprises pour l'achat de matériel et d'équipement ainsi que les exportations devraient rebondir, favorisant ainsi la poursuite de la reprise en 2021 et en 2022.

De plus, en appui à cette reprise, le gouvernement fédéral a annoncé une augmentation marquée de ses cibles en immigration. Ainsi, pour compenser le recul important de l'immigration pendant la pandémie, il a fait passer ses cibles de 351 000 à 401 000 immigrants pour 2021 et de 361 000 à 411 000 immigrants pour 2022.

La relance budgétaire continuera de stimuler l'économie

Malgré l'amélioration de la performance économique en 2021, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il conservera une politique budgétaire expansionniste. La ministre des Finances, M^{me} Freeland, a affirmé que l'une des grandes leçons tirées de la crise financière mondiale de 2008 est que la récession a été prolongée par un « resserrement budgétaire prématuré ». De fait, le budget 2021 prévoit des dépenses de 101,4 G\$ au cours des trois prochaines années en plus des montants déjà annoncés par le gouvernement fédéral afin de guider le pays « vers une économie plus verte, plus innovante, plus inclusive et plus résiliente ». Près de la moitié de ces dépenses seront réalisées au cours de l'année en cours, en raison des nouvelles mesures budgétaires mais également en raison des dépenses liées à la troisième vague de la pandémie qui ont forcé la prolongation de certains programmes temporaires.

Malgré tout, après avoir culminé à 16,1 % du PIB en 2020-2021, le déficit budgétaire devrait diminuer pour atteindre 6,4 % du PIB en 2021-2022. Le ratio de la dette par rapport au PIB devrait s'élever à 52,1 % en 2021-2022, pour ensuite redescendre lentement au cours des prochaines années. Les investissements prévus dans le budget 2021 visant à stimuler la croissance sont essentiels pour assurer la viabilité des finances publiques.

Un abandon de l'assouplissement quantitatif se profile à l'horizon

Puisque les perspectives de croissance économique s'embellissent, nous croyons que la Banque du Canada déterminera bientôt que la reprise est bien engagée. Il s'agit là du principal critère à remplir pour qu'elle commence à réduire ses achats d'obligations du gouvernement du Canada. Nous pensons que cela débutera au deuxième trimestre, diminuant ainsi l'ampleur de l'assouplissement quantitatif, puisque les obligations du gouvernement du Canada détenues par la Banque du Canada sont passées de 12,8 % de celles émises avant la pandémie à quelque 36,5 % récemment.

Quoi qu'il en soit, la politique monétaire sera encore très accommodante et le taux directeur devrait demeurer inchangé jusqu'à la fin de 2022. Les conditions économiques justifiant une hausse de ce taux sont beaucoup plus strictes que celles requises pour sa baisse. La Banque du Canada doit notamment avoir la certitude que les capacités excédentaires ont été absorbées et que le taux d'inflation peut être maintenu à 2 %.

À notre avis, la Banque du Canada souhaitera évaluer les conséquences persistantes de la pandémie sur le potentiel économique, lequel est étroitement lié au niveau de vie. Plus précisément, nous voyons que la Banque du Canada porte une attention particulière au redressement de deux déterminants clés du PIB potentiel, soit les investissements des entreprises et l'immigration.

Elle sait très bien que de garder de faibles taux d'intérêt pendant une longue période pourrait menacer la stabilité économique. Nous croyons néanmoins que la Banque du Canada s'efforcera encore d'établir une politique lui permettant de réaliser son objectif à l'égard de l'inflation au lieu de changer le taux directeur aux fins de la gestion des risques d'instabilité financière. D'autres mesures macroprudentielles pourraient être prises pour gérer de tels risques, mais celles-ci ne font pas partie de sa boîte à outils.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2020*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au premier trimestre de 2021 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

En janvier 2021, le BSIF a lancé une consultation de trois mois dans la foulée de la publication de son document de travail intitulé *Incertitude et changements climatiques : Déjouer le risque lié aux changements climatiques par la préparation et la résilience*. Ce document traite des différents risques occasionnés par les changements climatiques qui sont susceptibles de nuire à la sûreté et à la solidité des institutions financières. Le BSIF cherche à comprendre comment les parties prenantes définissent, déterminent et mesurent les risques liés aux changements climatiques et souhaite obtenir des commentaires sur ce qu'il pourrait faire pour mieux préparer les institutions financières à composer avec de tels risques et accroître leur résilience.

Nous participons à la consultation que mène le BSIF en vue de l'élaboration de lignes directrices sur la gestion des risques liés aux changements climatiques.

En ce qui concerne la mise en place, au pays, des dernières réformes de Bâle III, lesquelles sont décrites dans le document traitant du cadre consolidé de Bâle qu'a publié le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), le BSIF a, le 11 mars 2021, diffusé à des fins de consultation publique les révisions qu'il se propose d'apporter à ses lignes directrices *Normes de fonds propres*, *Exigences de levier* et *Normes de liquidité* (collectivement, les « lignes directrices »). Plus particulièrement, la ligne directrice *Normes de fonds propres* porte sur les composantes du capital, du risque de crédit, du plancher de fonds propres, du risque opérationnel, du risque lié au rajustement de la valeur du crédit et du risque de marché.

De plus, ces révisions incluent des changements visant à refléter les *Normes de fonds propres et de liquidité des petites et moyennes institutions de dépôt*, et la nouvelle version de la ligne directrice les concernant a elle aussi été diffusée à des fins de consultation publique. Pour ce qui est des exigences au titre du troisième pilier, le BSIF souhaite recueillir, auprès des parties prenantes des petites et moyennes institutions de dépôt, des commentaires qui lui permettront d'élaborer, à l'intention de ces institutions, une série d'exigences de communication financière au titre du troisième pilier qui seront axées sur la proportionnalité et qui mettront en jeu uniquement des tableaux et des diagrammes conçus expressément à cette fin. Ces exigences s'appliqueront principalement aux banques de plus petite taille. Nous en évaluerons l'incidence en nous appuyant sur leur version finale.

Pour estimer les conséquences éventuelles de certains changements proposés aux lignes directrices et aux ratios réglementaires des institutions de dépôt, le BSIF est en voie d'entreprendre une étude quantitative d'impact nationale pour toutes ces institutions.

Les lignes directrices révisées ainsi que la ligne directrice *Normes de fonds propres et de liquidité des petites et moyennes institutions de dépôt* seront mises en œuvre le 1^{er} janvier 2023. Cependant, les dispositions concernant le risque lié au rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché le seront le 1^{er} janvier 2024. Le public peut les commenter jusqu'au 4 juin 2021. Nous prendrons part à cette consultation durant la période prévue. De plus, le 6 avril 2021, le BSIF a annoncé qu'il mettait fin à l'augmentation temporaire de la limite régissant les obligations sécurisées.

Le 13 avril 2021, le BSIF a lancé une consultation de dix semaines dans la foulée de la publication d'un document de travail intitulé *Assurance fournie par les relevés de fonds propres, de levier et de liquidité* et visant les institutions de dépôt fédérales. Le document vise à clarifier et à harmoniser les attentes en matière d'assurance compte tenu de la complexité croissante du régime de relevés réglementaires, et il aborde plus particulièrement les changements imputables aux réformes de Bâle III.

Par cette consultation, le BSIF cherche à engager le dialogue avec les institutions de dépôt, les auditeurs externes et autres parties prenantes. L'objectif visé est d'augmenter la confiance du BSIF envers la précision et l'exhaustivité des relevés, relevés dont il se sert pour exercer une surveillance efficace. Ainsi, le BSIF cherche des moyens d'améliorer la cohérence, la précision et la rapidité d'exécution des évaluations des risques. Plus précisément, il propose d'instaurer de nouveaux critères en ce qui concerne l'audit externe des principaux ratios réglementaires, y compris les contrôles et les processus connexes, et de clarifier les facteurs à prendre en compte dans l'établissement de l'importance relative. Les questions des attestations de la haute direction et de l'opinion des auditeurs internes y sont également abordées.

Les commentaires que suscitera ce document de travail serviront à peaufiner et à parachever les attentes auxquelles doivent répondre les relevés qui sont remis au BSIF. Celui-ci a pour objectif de publier, d'ici l'automne de 2021 et à des fins de consultation publique, un projet de ligne directrice, et envisage de faire entrer en vigueur les nouvelles attentes pour l'exercice 2023 dans le cas des institutions de dépôt.

Gouvernement du Canada

Réagissant à la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Canada a, en janvier 2021, annoncé le lancement du Programme de crédit pour les secteurs très touchés, lequel fournira un soutien financier aux entreprises les plus durement touchées par la pandémie. Aux termes de ce programme, la BDC collaborera avec les institutions financières canadiennes participantes afin d'offrir à ces entreprises des prêts à faible taux d'intérêt garantis par le gouvernement et pouvant atteindre 1 M\$. Pour y être admissibles, les entreprises devront prouver qu'elles ont enregistré, d'une année à l'autre, une diminution d'au moins 50 % de leurs revenus pendant trois mois, et ce, dans les huit mois précédant leur demande. Elles devront aussi être en mesure de démontrer à leur institution financière qu'elles ont demandé antérieurement la Subvention salariale d'urgence du Canada ou la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer.

Dans la dernière année, nous avons participé activement aux programmes d'aide gouvernementaux liés à la COVID-19 et nous continuerons de le faire, en offrant notamment le programme précité, afin d'aider nos clients autant que nous le pouvons.

Autres organismes de réglementation et administrations publiques

En décembre 2020, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (le « CANAFE ») a publié une directive décrivant les indicateurs du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes en lien avec les opérations réalisées en monnaie virtuelle afin que les entités déclarantes puissent avoir une idée générale de ce qui est ou pourrait être considéré comme une opération inhabituelle ou douteuse en monnaie virtuelle.

En décembre 2020, le gouvernement ontarien a publié un document de consultation intitulé *Amélioration de la Loi sur la protection du consommateur de l'Ontario : Renforcer la protection du consommateur en Ontario* afin de recueillir des commentaires du public au sujet des changements proposés à cette loi. Celle-ci régit la plupart des transactions de vente au détail des consommateurs ontariens et sa dernière révision complète remonte à plus de 15 ans. Les changements proposés à cette loi incluent le renforcement des droits des consommateurs et des droits de recours et une meilleure protection contre les pratiques déloyales.

En février 2021, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont publié, à des fins de commentaires, des propositions de modifications aux processus d'inscription et de surveillance afin qu'il soit plus facile de comprendre les renseignements à fournir lors de l'inscription tout en rehaussant la qualité de l'information qu'elles reçoivent. Les modifications proposées portent notamment sur la façon dont les personnes inscrites déclarent et gèrent les activités externes, sur la mise sur pied d'un nouveau régime indiquant les catégories d'activités externes qu'il faut signaler ainsi que sur la codification des exigences actuelles quant à la surveillance d'activités externes qui constituent des postes d'influence.

Autres changements réglementaires d'importance

Accessibilité

En février 2021, la *Gazette du Canada* a publié le projet *Règlement canadien sur l'accessibilité*, lequel permettrait de mettre en œuvre les exigences de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* et dans lequel sont énoncés les critères que les entreprises doivent remplir afin de reconnaître, d'éliminer et de prévenir les obstacles à l'accessibilité, surtout dans le cas des Canadiens qui ont un handicap.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2020* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Dans la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2020, lesquels sont décrits aux pages 37 et 38, 52 et 53, 87 et 88 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2021 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour obtenir des détails à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de

la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du présent rapport de gestion, à la page 4, ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

	Page
Options d'allègement de paiement	22
Sommaire du risque de crédit	23
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	26
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	28
Qualité de crédit des instruments financiers	29
Prêts de gros	32
Prêts personnels	34
Prêts douteux	36

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit en 2021.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 45 du *Rapport et états financiers annuels 2020* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Options d'allègement des paiements

En réaction à la COVID-19, nous continuons de travailler auprès de nos clients de gros et de détail qui pourraient avoir besoin de soutien supplémentaire pour gérer le cycle de leur fonds de roulement, leur chaîne d'approvisionnement ou d'autres risques ou pour qui une plus grande souplesse dans la gestion de leurs prêts serait bienvenue.

Le tableau suivant présente, au 31 mars 2021, le nombre de comptes à l'égard desquels la banque a octroyé des options d'allègement des paiements ainsi que l'encours des prêts qui y ont été prélevés.

		Au	
		31 mars 2021	31 déc. 2020
Prêts personnels			
Nombre de prêts hypothécaires résidentiels et de comptes de marges de crédit sur l'avoire propre bénéficiant d'un allègement de paiement	Nombre réel	14	389
Encours des prêts hypothécaires résidentiels et des comptes de marges de crédit sur l'avoire propre bénéficiant d'un allègement de paiement	M\$	10	206
Total de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur l'avoire propre	M\$	30 285	29 679
Pourcentage de l'allègement de paiement par rapport au total des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur l'avoire propre	%	—	0,7
Nombre d'autres comptes de prêts personnels bénéficiant d'un allègement de paiement	Nombre réel	5	51
Encours des autres comptes de prêts personnels bénéficiant d'un allègement de paiement	M\$	—	1
Total de l'encours des autres prêts personnels	M\$	1 625	1 452
Pourcentage de l'allègement de paiement par rapport au total des autres prêts personnels	%	—	0,1
Prêts de gros			
Nombre de comptes bénéficiant d'un allègement de paiement	Nombre réel	3	55
Encours des prêts des comptes bénéficiant d'un allègement de paiement	M\$	19	152
Total de l'encours des prêts de gros	M\$	30 945	30 279
Pourcentage de l'allègement de paiement par rapport au total des prêts de gros	%	0,1	0,5

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 31 mars 2021, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 435 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 33 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, un autre de 1 M\$ ayant trait aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et enfin une somme de 9 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		31 mars 2021		31 déc. 2020	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		62 855	(396)	61 410	(408)
– particuliers		31 910	(91)	31 131	(87)
– grandes sociétés et entreprises		30 945	(305)	30 279	(321)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 260	–	1 270	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		26 354	(39)	27 443	(41)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		13 024	–	15 750	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		11	–	13	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		6 268	–	5 996	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 606	(15)	4 062	(19)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 445	(24)	1 622	(22)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		90 469	(435)	90 123	(449)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		43 761	(30)	44 426	(42)
– particuliers		7 913	–	7 734	(1)
– grandes sociétés et entreprises		35 848	(30)	36 692	(41)
Garanties financières	2	1 842	(3)	1 985	(3)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 835	(3)	1 978	(3)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	45 603	(33)	46 411	(45)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	16 431	(1)	19 873	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	53 761	8 600	494	62 855	(41)	(195)	(160)	(396)	0,1	2,3	32,4	0,6
– particuliers	30 219	1 583	108	31 910	(13)	(60)	(18)	(91)	–	3,8	16,7	0,3
– grandes sociétés et entreprises	23 542	7 017	386	30 945	(28)	(135)	(142)	(305)	0,1	1,9	36,8	1,0
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 260	–	–	1 260	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	25 674	656	24	26 354	(3)	(12)	(24)	(39)	–	1,8	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	37 518	6 166	77	43 761	(7)	(23)	–	(30)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 766	134	13	7 913	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	29 752	6 032	64	35 848	(7)	(23)	–	(30)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	1 678	151	13	1 842	(1)	(2)	–	(3)	0,1	1,3	–	0,2
– particuliers	2	5	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 676	146	13	1 835	(1)	(2)	–	(3)	0,1	1,4	–	0,2
Au 31 mars 2021	119 891	15 573	608	136 072	(52)	(232)	(184)	(468)	–	1,5	30,3	0,3
Prêts et avances à des clients au coût amorti	49 642	11 292	476	61 410	(45)	(215)	(148)	(408)	0,1	1,9	31,1	0,7
– particuliers	29 163	1 866	102	31 131	(15)	(53)	(19)	(87)	0,1	2,8	18,6	0,3
– grandes sociétés et entreprises	20 479	9 426	374	30 279	(30)	(162)	(129)	(321)	0,1	1,7	34,5	1,1
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 270	–	–	1 270	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	26 536	885	22	27 443	(3)	(16)	(22)	(41)	–	1,8	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	35 262	9 019	145	44 426	(10)	(32)	–	(42)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 652	66	16	7 734	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	27 610	8 953	129	36 692	(9)	(32)	–	(41)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	1 834	149	2	1 985	(1)	(2)	–	(3)	0,1	1,3	–	0,2
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 828	148	2	1 978	(1)	(2)	–	(3)	0,1	1,4	–	0,2
Au 31 déc. 2020	114 544	21 345	645	136 534	(59)	(265)	(170)	(494)	0,1	1,2	26,4	0,4

1 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

Méthodologie

Nous employons quatre scénarios économiques pour rendre compte de la nature exceptionnelle de la conjoncture économique actuelle et pour exprimer la perception de la direction quant à l'éventail de résultats qui pourraient en découler. Trois de ces scénarios ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles et d'estimations de distribution. La nature même du contexte économique actuel a incité la direction à choisir un scénario supplémentaire, soit le quatrième, afin d'illustrer son opinion des risques les plus importants.

Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Après avoir accusé une contraction exceptionnelle en 2020, l'économie mondiale devrait, selon ces prévisions, connaître une reprise en 2021. Les programmes de vaccination devraient permettre de réduire fortement les hospitalisations et les décès, ce qui permettra une réouverture de l'économie et un certain redémarrage de l'industrie du voyage. La variabilité, d'un pays à l'autre, du rythme et de l'ampleur de la relance économique reflète des divergences, sur le plan chronologique, dans la

progression de l'écllosion de la COVID-19 ainsi que des différences dans les restrictions imposées, la couverture des campagnes de vaccination et l'étendue des mesures de soutien des gouvernements.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, les prévisions économiques sont des plus incertaines. Bien que les risques associés aux perspectives économiques soient tributaires de la progression et de la gestion de la pandémie ainsi que de la distribution des vaccins, les risques géopolitiques se font également menaçants. Ces risques englobent le non-règlement de nombreux différends entre les États-Unis et la Chine, le mécontentement social à Hong Kong, l'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et l'incertitude que suscitent toujours les marchés du logement au Canada.

Quatre scénarios, soit le scénario central consensuel, le scénario pessimiste consensuel, le scénario optimiste consensuel et un scénario pessimiste supplémentaire, ont servi à calculer les PCA au 31 mars 2021.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'au scénario supplémentaire.

Projections macroéconomiques^{1,2}

	Note	Scénario central		Scénario optimiste consensuel		Scénario pessimiste consensuel		Scénario pessimiste supplémentaire		
		Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats	Moyenne quinquennale	Pires résultats	Moyenne quinquennale	Pires résultats		
31 mars 2021										
Croissance du PIB (%)		3,0	4,6	14,6 (T2 21)	1,7	(0,6) (T4 21)	1,9	(5,3) (T4 21)		
Taux de chômage (%)		6,5	5,9	5,2 (T3 22)	7,1	8,7 (T2 21)	8,4	10,4 (T1 22)		
Indice de prix des logements (%)		3,8	5,6	13,1 (T1 22)	1,7	(4,2) (T1 22)	(0,1)	(11,0) (T1 22)		
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	3	55,5	67,6	93,0 (T4 21)	49,8	42,9 (T4 21)	31,3	19,0 (T2 22)		
Probabilité (%)		70	10	10	10	10	10	10		
31 décembre 2020										
Croissance du PIB (%)		2,9	4,4	15,8 (T2 21)	1,6	(3,6) (T1 21)	1,9	(5,0) (T1 21)		
Taux de chômage (%)		6,8	6,2	5,3 (T3 22)	7,3	9,2 (T1 21)	8,9	11,3 (T1 21)		
Indice de prix des logements (%)		2,7	3,6	5,2 (T1 21)	1,9	(1,3) (T1 22)	1,1	(10,4) (T4 21)		
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	3	46,6	59,1	81,0 (T4 21)	39,5	26,3 (T4 21)	29,4	17,3 (T1 22)		
Probabilité (%)		70	10	10	10	10	10	10		

1 Les projections macroéconomiques au 31 mars 2021 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T2 2021 au T1 2026 (moyennes de la période allant du T1 2021 au T4 2025 au 31 décembre 2020).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée a été enregistré, pour les deux premières années du scénario.

3 La banque tient compte de divers prix de référence du pétrole et applique celui qu'elle juge comme convenant le mieux à chaque modèle de correction de valeur pour PCA.

Probabilités attribuées dans les scénarios

La direction a attribué diverses pondérations probabilistes aux scénarios afin de refléter sa perception de la distribution des risques. Une pondération de 70 % a été attribuée au scénario central et une de 10 % l'a été à chacun des autres scénarios.

Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit après que la direction ait examiné les modèles et mis en doute leur pertinence.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 31 mars 2021 sont indiqués dans le tableau suivant. Ce tableau tient compte des ajustements apportés en lien avec les limites des données et des modèles en raison de la pandémie, de récents événements majeurs et de l'élaboration et la mise en place des modèles. Il indique les ajustements applicables aux montants des PCA pondérés en fonction des scénarios. Les ajustements liés aux scénarios pessimistes ont été plus importants, les résultats étant plus incertains.

Ajustements subjectifs de la direction aux PCA¹

	Prêts de détail	Prêts de gros	Total
	M\$	M\$	M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	29	58	87
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	27	–	27
31 mars 2021	56	58	114
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	28	30	58
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	26	16	42
31 décembre 2020	54	46	100

¹ Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la

date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance (« PCD ») d'un portefeuille donné l'est également.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation ²	31 mars 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
PCA présentées	209	252
Scénario central consensuel	175	195
Scénario optimiste consensuel	103	115
Scénario pessimiste consensuel	265	347
Scénario pessimiste supplémentaire	493	715
Valeur comptable brute/valeur nominale ³	104 451	111 095

¹ Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.

² Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.

³ Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients ²	31 mars 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
PCA présentées	86	78
Scénario central consensuel	84	76
Scénario optimiste consensuel	78	72
Scénario pessimiste consensuel	91	81
Scénario pessimiste supplémentaire	99	92
Valeur comptable brute	31 701	31 154

¹ La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.

² La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le								
		31 mars 2021				31 mars 2020				
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période		56	249	148	453	47	101	118	266	
Transferts d'instruments financiers	2	31	(32)	1	—	4	(10)	6	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		(3)	3	—	—	(6)	6	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		34	(34)	—	—	9	(9)	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	(2)	2	—	—	(8)	8	—	
– transferts hors du stade 3		—	1	(1)	—	1	1	(2)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à	2	(14)	5	—	(9)	(6)	8	—	2	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		3	—	—	3	3	—	—	3	
Variations des paramètres de risque		(26)	1	22	(3)	11	81	40	132	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(2)	(1)	(4)	(1)	(1)	(4)	(6)	
Actifs sortis du bilan		—	—	(10)	(10)	—	—	(18)	(18)	
Change		—	(1)	—	(1)	—	3	2	5	
Solde à la clôture de la période		49	220	160	429	58	182	144	384	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(38)	4	21	(13)	7	88	36	131	
Reprises		—	—	(2)	(2)	—	—	(2)	(2)	
Autres		—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(38)	4	19	(15)	7	88	34	129	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au	Trimestre clos le	Au	Trimestre clos le
	31 mars 2021	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2020
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	429	(15)	384	129
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	39	(1)	41	9
Contrats de garantie de bonne exécution	9	—	5	2
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	1	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	478	(16)	431	140

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Classement selon la qualité						
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

Rapport de gestion

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	16 119	—	—	—	—	16 119	(1)	16 118
– stade 1	16 119	—	—	—	—	16 119	(1)	16 118
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	30 620	15 046	14 647	2 048	494	62 855	(396)	62 459
– stade 1	30 579	13 651	9 391	140	—	53 761	(41)	53 720
– stade 2	41	1 395	5 256	1 908	—	8 600	(195)	8 405
– stade 3	—	—	—	—	494	494	(160)	334
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 260	—	—	—	—	1 260	—	1 260
– stade 1	1 260	—	—	—	—	1 260	—	1 260
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	22 136	2 036	2 042	116	24	26 354	(39)	26 315
– stade 1	22 136	1 895	1 638	5	—	25 674	(3)	25 671
– stade 2	—	141	404	111	—	656	(12)	644
– stade 3	—	—	—	—	24	24	(24)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	70 135	17 082	16 689	2 164	518	106 588	(436)	106 152
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	65,8 %	16,0 %	15,7 %	2,0 %	0,5 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	15 346	16 947	10 071	1 320	77	43 761	(30)	43 731
– stade 1	15 140	15 516	6 795	67	—	37 518	(7)	37 511
– stade 2	206	1 431	3 276	1 253	—	6 166	(23)	6 143
– stade 3	—	—	—	—	77	77	—	77
Garanties financières ²	1 060	448	250	71	13	1 842	(3)	1 839
– stade 1	1 060	430	178	10	—	1 678	(1)	1 677
– stade 2	—	18	72	61	—	151	(2)	149
– stade 3	—	—	—	—	13	13	—	13
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	16 406	17 395	10 321	1 391	90	45 603	(33)	45 570
Au 31 mars 2021	86 541	34 477	27 010	3 555	608	152 191	(469)	151 722

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Faible	Douteuse	Total		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	19 325	—	—	—	—	19 325	(1)	19 324
– stade 1	19 325	—	—	—	—	19 325	(1)	19 324
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	29 753	14 679	14 357	2 145	476	61 410	(408)	61 002
– stade 1	29 590	12 284	7 624	144	—	49 642	(45)	49 597
– stade 2	163	2 395	6 733	2 001	—	11 292	(215)	11 077
– stade 3	—	—	—	—	476	476	(148)	328
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 270	—	—	—	—	1 270	—	1 270
– stade 1	1 270	—	—	—	—	1 270	—	1 270
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 143	2 231	1 894	153	22	27 443	(41)	27 402
– stade 1	23 107	2 004	1 412	13	—	26 536	(3)	26 533
– stade 2	36	227	482	140	—	885	(16)	869
– stade 3	—	—	—	—	22	22	(22)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	73 491	16 910	16 251	2 298	498	109 448	(450)	108 998
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	67,1 %	15,5 %	14,8 %	2,1 %	0,5 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 325	16 224	10 436	1 296	145	44 426	(42)	44 384
– stade 1	15 554	13 773	5 861	74	—	35 262	(10)	35 252
– stade 2	771	2 451	4 575	1 222	—	9 019	(32)	8 987
– stade 3	—	—	—	—	145	145	—	145
Garanties financières ²	1 163	477	264	79	2	1 985	(3)	1 982
– stade 1	1 163	469	192	10	—	1 834	(1)	1 833
– stade 2	—	8	72	69	—	149	(2)	147
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 488	16 701	10 700	1 375	147	46 411	(45)	46 366
Au 31 déc. 2020	90 979	33 611	26 951	3 673	645	155 859	(495)	155 364

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2021		31 déc. 2020	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	443	(5)	474	(6)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 639	(87)	1 464	(95)
– fabrication	4 529	(36)	4 448	(43)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	370	(26)	355	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	119	–	115	–
– construction	817	(10)	864	(11)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	4 785	(40)	4 663	(39)
– transport et entreposage	2 537	(19)	2 723	(21)
– hébergement et restauration	1 426	(24)	1 375	(28)
– édition, audiovisuel et diffusion	895	(4)	891	(6)
– immobilier	8 877	(22)	8 454	(34)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 028	(5)	1 028	(5)
– services administratifs et de soutien	775	(15)	770	(20)
– éducation	178	–	148	–
– santé et soins	185	–	219	–
– arts, divertissements et loisirs	285	(1)	298	(1)
– autres services	175	(1)	133	–
– gouvernement	25	–	25	–
– institutions financières non bancaires	1 857	(10)	1 832	(11)
Total	30 945	(305)	30 279	(321)
Par région				
Canada	29 228	(280)	28 435	(304)
– Colombie-Britannique	9 240	(43)	8 819	(56)
– Ontario	10 396	(86)	10 247	(88)
– Alberta	4 856	(113)	4 820	(115)
– Québec	3 424	(24)	3 247	(29)
– Saskatchewan et Manitoba	920	(13)	904	(13)
– Provinces de l'Atlantique	392	(1)	398	(3)
États-Unis d'Amérique	861	(16)	1 119	(8)
Autres	856	(9)	725	(9)
Total	30 945	(305)	30 279	(321)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 77 % de la valeur comptable brute et 93 % de la correction de valeur pour PCA au 31 mars 2021 (environ 86 % de la valeur comptable brute et 92 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2020).

2 L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

Note	Trimestre clos le								
	31 mars 2021				31 mars 2020				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	40	196	129	365	32	70	103	205	
Transferts d'instruments financiers :	22	(22)	—	—	(1)	(4)	5	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(2)	2	—	—	(5)	5	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	24	(24)	—	—	3	(3)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	—	—	—	—	(6)	6	—	
– transferts hors du stade 3	—	—	—	—	1	—	(1)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(11)	3	—	(8)	(1)	6	—	5	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	—	—	2	2	—	—	2	
Variations des paramètres de risque	(17)	(16)	20	(13)	16	69	32	117	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(7)	(7)	—	—	(14)	(14)	
Change	—	(1)	—	(1)	—	3	2	5	
Solde à la clôture de la période	36	160	142	338	48	144	127	319	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(26)	(13)	20	(19)	17	75	31	123	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(26)	(13)	20	(19)	17	75	31	123	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2020, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 27 M\$, ou 7 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours de la période s'est traduite par une reprise de 19 M\$ à l'état du résultat net. Cette reprise a découlé principalement de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui a été neutralisé en partie par les pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires de gros.

La reprise de 19 M\$ au titre des PCA de la période qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une somme de 13 M\$ associée aux changements des paramètres de risque

sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, d'un montant de 8 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'un autre de 2 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des portefeuilles. Aucune reprise sur pertes de valeur n'a été constatée durant la période.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 1,0 % au 31 mars 2021, ce qui signale une baisse de 0,1 % comparativement à celui au 31 décembre 2020.

Rapport de gestion

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2021		31 déc. 2020	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	28 802	(44)	28 129	(42)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 483	(5)	1 550	(5)
Facilités de crédit personnel renouvelables	503	(18)	533	(16)
Autres facilités de crédit personnel	793	(4)	543	(5)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	287	(14)	331	(13)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	42	(6)	45	(6)
Total	31 910	(91)	31 131	(87)
Par région	<i>1</i>			
Canada	31 723	(89)	30 947	(85)
– Colombie-Britannique	15 370	(38)	15 220	(36)
– Ontario	12 757	(31)	12 018	(29)
– Alberta	1 626	(9)	1 747	(9)
– Québec	1 414	(5)	1 374	(5)
– Saskatchewan et Manitoba	314	(2)	338	(2)
– Provinces de l'Atlantique	235	(4)	243	(4)
– Territoires	7	–	7	–
Autres	187	(2)	184	(2)
Total	31 910	(91)	31 131	(87)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du client.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	31 mars 2021				31 mars 2020			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Note	Correction de valeur pour PCA							
	M\$							
Solde à l'ouverture de la période	16	53	19	88	15	31	15	61
Transferts d'instruments financiers :	2	9	(10)	1	–	5	(6)	1
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	–	–	(1)	1	–	–
– transferts du stade 2 au stade 1	10	(10)	–	–	6	(6)	–	–
– transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(2)	2	–
– transferts hors du stade 3	–	1	(1)	–	–	1	(1)	–
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(3)	2	–	(1)	(5)	2	–
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	–	–	1	1	–	–	1
Variations des paramètres de risque	(9)	17	2	10	(5)	12	8	15
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(2)	(1)	(4)	(1)	(1)	(3)	(5)
Actifs sortis du bilan	–	–	(3)	(3)	–	–	(4)	(4)
Change	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la clôture de la période	13	60	18	91	10	38	17	65
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(12)	17	1	6	(10)	13	5	8
Reprises sur pertes de valeur	–	–	(2)	(2)	–	–	(2)	(2)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(12)	17	(1)	4	(10)	13	3	6

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 3 M\$, ou 3 %, en 2021. La charge de 4 M\$ au titre des PCA de la période qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une somme de 10 M\$ liée aux changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, d'un montant de 1 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'un autre de 3 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des portefeuilles. Des reprises sur pertes de valeur de 2 M\$ ont été constatées durant la période.

Les sorties du bilan ont surtout trait à des facilités de crédit personnel renouvelables et à des prêts de détail sur cartes de crédit.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique^{1,5}

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 238	9 %	12 762	91 %	14 000	729	100 %
Ouest canadien ⁴	706	40 %	1 064	60 %	1 770	159	100 %
Ontario	2 098	17 %	10 403	83 %	12 501	543	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	561	37 %	948	63 %	1 509	69	100 %
Au 31 mars 2021	4 603	15 %	25 177	85 %	29 780	1 500	100 %

	Prêts hypothécaires résidentiels ⁶				Marges de crédit sur l'avoir propre ^{2,6}		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 252	9 %	12 528	91 %	13 780	763	100 %
Ouest canadien ⁴	698	41 %	1 016	59 %	1 714	170	100 %
Ontario	2 094	18 %	9 743	82 %	11 837	555	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	557	38 %	910	62 %	1 467	70	100 %
Au 31 déc. 2020	4 601	16 %	24 197	84 %	28 798	1 558	100 %

¹ La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

² Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

³ Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

⁵ Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

⁶ Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 31 mars 2021	19,5 %	58,2 %	22,3 %
Au 31 déc. 2020	20,1 %	56,0 %	23,9 %

¹ La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1,2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	59,5 %	55,8 %
Ouest canadien ⁴	67,3 %	62,4 %
Ontario	62,9 %	58,7 %
Québec et provinces de l'Atlantique	65,4 %	65,4 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 mars 2021	62,2 %	58,3 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2020	62,8 %	57,5 %

¹ Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

² Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

³ Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires

en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Au			
	31 mars 2021		31 déc. 2020	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises	386	(142)	374	(129)
– agriculture, foresterie et pêches	6	(3)	6	(4)
– extraction minière et exploitation de carrières	135	(49)	137	(56)
– fabrication	116	(12)	119	(16)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	31	(26)	–	–
– construction	11	(4)	10	(4)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	46	(24)	53	(19)
– transport et entreposage	7	(6)	7	(6)
– hébergement et restauration	2	(1)	5	(4)
– édition, audiovisuel et diffusion	10	(3)	12	(4)
– immobilier	11	(3)	13	(5)
– services administratifs et de soutien	10	(10)	11	(10)
– institutions financières non bancaires	1	(1)	1	(1)
Ménages	108	(18)	102	(19)
Prêts et avances à des banques	–	–	–	–
Total	494	(160)	476	(148)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 99 % de la valeur comptable brute et 96 % de la correction de valeur pour PCA au 31 mars 2021 (environ 99 % de la valeur comptable brute et 97 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2020).

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts renégociés

La valeur comptable brute des prêts renégociés s'établissait à 287 M\$ au 31 mars 2021 (289 M\$ au 31 décembre 2020) et la correction de valeur pour PCA était de 35 M\$ (30 M\$ au 31 décembre 2020).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2020*. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

Le LCR moyen de la banque est passé de 188 % au trimestre précédent à 176 % pour celui clos le 31 mars 2021, ce qui a résulté surtout d'une diminution des actifs liquides. Au 31 mars 2021, ces actifs avaient fléchi de 7 G\$ en regard de ceux au 31 décembre 2020, en raison surtout d'une baisse des dépôts des clients et du financement à court et long terme. La banque surveille toujours de près sa liquidité afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle et avec tout changement sur les marchés en raison de la COVID-19.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Actif liquides¹

	Au	
	31 mars 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Niveau 1	29 202	35 864
Niveau 2a	2 683	3 061
Niveau 2b	67	10
Total	31 952	38 755

1 Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 31 mars 2021, la banque respectait ces deux exigences.

Le BSIF a appliqué le NSFR à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuit son évaluation des exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. Au Royaume-Uni, l'application du NSFR est prévue pour 2022. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, son LCR moyen, soit 176 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	31 mars 2021	31 déc. 2020
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	33 703	38 352
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	19 142	20 463
Ratio de liquidité à court terme (%)	176	188

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice *Normes de liquidité du BSIF* s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque (« VaR »)*

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 19,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, s'est accru de 8,7 M\$ sur un an en raison surtout de l'augmentation du risque de taux d'intérêt des portefeuilles non détenus à des fins de transaction et de la plus grande granularité employée dans les scénarios sur les écarts de crédit de sorte à mieux refléter la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19. Pour cette même période, la moyenne du total de la VaR s'est chiffrée à 21,4 M\$, ayant augmenté de 9,8 M\$. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La distribution de vaccins partout dans le monde ainsi que l'ambitieux programme de relance budgétaire des États-Unis ont accentué la pression à la hausse sur les taux d'intérêt au cours du trimestre, ce qui a intensifié la volatilité des taux d'intérêt sur les marchés, des liquidations s'y étant produites. La banque a maintenu ses activités en veillant à réduire ses niveaux de risque. Cependant, l'instabilité des marchés et l'accroissement du risque de taux d'intérêt à la fin du trimestre ont causé une hausse de la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction. À la clôture du trimestre, la VaR de ces portefeuilles se chiffrait à 1,8 M\$ et, pour le trimestre, la moyenne de leur VaR était de 1,8 M\$, ces VaR ayant augmenté de 0,7 M\$ et 0,3 M\$, respectivement.

Total de la VaR*

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
À la clôture de la période	19,8	11,1
Moyenne	21,4	11,6
Minimum	19,3	7,2
Maximum	23,6	15,7

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction*

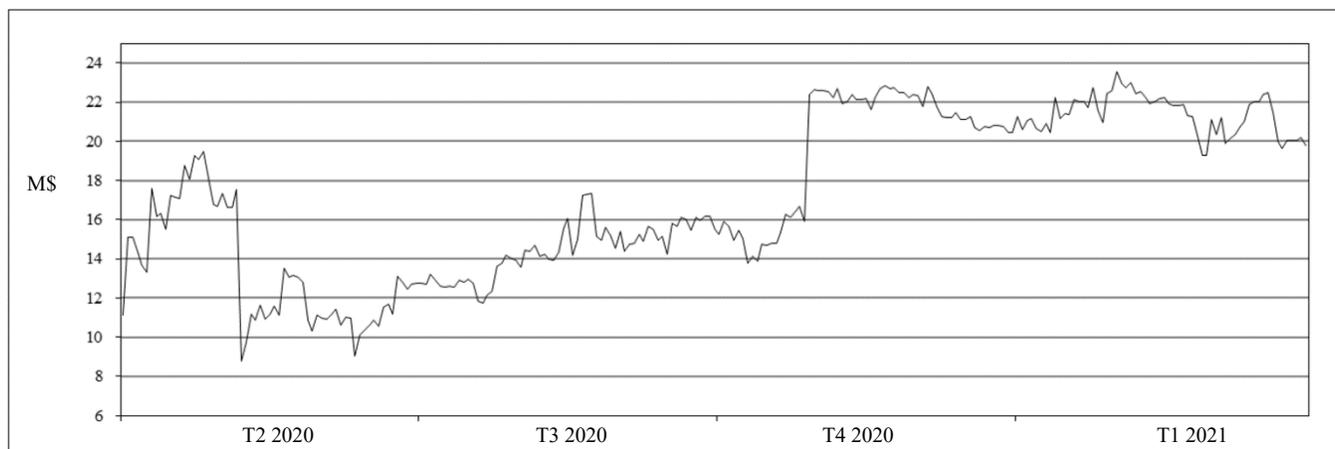
	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
À la clôture de la période	21,8	12,0
Moyenne	22,5	11,6
Minimum	20,3	7,0
Maximum	24,6	15,6

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)*¹

	Note	Change et marchandises M\$	Taux d'intérêt M\$	Capitaux propres M\$	Écarts de crédit M\$	Diversification des portefeuilles ² M\$	Total ⁴ M\$
De janvier à mars 2021							
À la clôture de la période		—	1,5	—	0,9	(0,6)	1,8
Moyenne		—	1,7	—	0,7	(0,6)	1,8
Minimum	3	—	0,7	—	0,3	—	0,7
Maximum	3	—	3,4	—	1,9	—	3,5
De janvier à mars 2020							
À la clôture de la période		—	0,9	—	0,5	(0,3)	1,1
Moyenne		—	1,2	—	0,8	(0,5)	1,5
Minimum	3	—	0,6	—	0,3	—	0,6
Maximum	3	—	2,0	—	2,5	—	3,2

- 1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients, ce qui correspond au traitement réglementaire.
- 2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.
- 3 Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.
- 4 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an¹



- 1 L'augmentation du total de la VaR au quatrième trimestre de 2020 a résulté en grande partie d'une hausse du niveau de granularité employé dans les scénarios sur les écarts de crédit de sorte à mieux refléter la volatilité, les marchés ayant commencé à se remettre de l'écllosion de COVID-19. La variation du total de la VaR au deuxième trimestre de 2020 a découlé principalement des scénarios sur les écarts de crédit qui ont servi à estimer la VaR, ce qui reflète la volatilité des marchés observée durant la pandémie de COVID-19, facteur qui a donné lieu à des fluctuations plus prononcées que les tendances qu'a affichées la VaR dans le passé.

Rapport de gestion

Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Hausse de 100 points de base	(442)	217	(238)	167
Baisse de 25/100 points de base	99	(63)	178	(45)

¹ En raison des faibles taux d'intérêt qui prévalent actuellement, la valeur économique des capitaux propres et le résultat à risque dans le cas d'un scénario de recul ont été établis, à compter du deuxième trimestre de 2020, en fonction d'une baisse de 25 points de base et non de 100 points de base comme dans la période antérieure, les taux d'intérêt clés étant ramenés à zéro.

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2020* et à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », page 4, du présent rapport de gestion pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Transition visant les TIO

Le 5 mars 2021, l'administrateur du TIOL, l'ICE Benchmark Administration, a annoncé qu'il ne publiera plus la plupart des échéances du TIOL USD après le 30 juin 2023. Son projet de cesser la publication des échéances d'une semaine et de deux mois après le 31 décembre 2021 a été confirmé. La banque est d'avis qu'en ce qui a trait aux couvertures au TIOL USD, la réforme visant les TIO demeure incertaine. Par conséquent, les relations comptabilisées selon la comptabilité de couverture et fondées sur les risques désignés associés au TIOL USD et/ou mettant en jeu des dérivés de couverture assortis du TIOL USD n'ont pas été mises à jour afin de refléter les changements potentiels que pourraient avoir les plus récentes annonces concernant ce taux ou d'autres changements.

Certains instruments financiers qui sont présentés à la rubrique « Instruments financiers touchés par la réforme des TIO » du *Rapport et états financiers annuels 2020*, sur la base d'un arrêt de la publication des échéances du TIOL USD au 31 décembre 2021, arriveront à leur échéance contractuelle avant le 30 juin 2023.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transition visant les TIO » du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire*

	Notes	Au	
		31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 658	5 782
Ajustements réglementaires		(292)	(308)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	2	5 366	5 474
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		1 100	1 100
Capital de catégorie 1		6 466	6 574
Capital de catégorie 2	2, 3	1 014	1 015
Total du capital		7 480	7 589

- 1 Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 En raison des nouvelles dispositions transitoires et, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 »). L'incidence de ce changement était négligeable au 31 mars 2021.
- 3 Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.

Ratios du capital réglementaire

Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Actifs pondérés en fonction des risques	1	39 522	40 014
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels	2		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		13,6	13,7
– ratio du capital de catégorie 1		16,4	16,4
– ratio du capital total		18,9	19,0
– ratio de levier		5,9	6,0
Exigences en matière de capital réglementaire	3		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5

- 1 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher devrait demeurer en vigueur jusqu'au premier trimestre de 2023.
- 2 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.
- 3 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Trimestre clos			Exercice clos le		
		31 mars 2021			31 déc. 2020		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,35541	548 668	1 725	0,32085	548 668	1 725
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
- série G	4	—	—	—	0,50000	—	—
- série H	4	0,18801	20 000	500	0,39471	20 000	500
- série I		0,28750	14 000	350	1,15000	14 000	350
- série K		0,34063	10 000	250	1,36252	10 000	250

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 50 millions d'actions ordinaires ont été émises le 30 mars 2020 et leur prix de souscription a totalisé 500 M\$.

3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

4 Le 30 juin 2020, le porteur des actions privilégiées, série G, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série H, conformément à leurs modalités et les premiers dividendes sur ces dernières ont été déclarés au troisième trimestre de 2020 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au premier trimestre de 2021

La banque a déclaré, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, un dividende final de 195 M\$ sur ses actions ordinaires et des dividendes trimestriels réguliers de 11 M\$ sur ses actions privilégiées de catégorie 1, toutes séries confondues, pour le premier trimestre de 2021.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2021

Le 23 avril 2021, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2021, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2021 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2021.

Le 23 avril 2021, la banque a également déclaré, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, un premier dividende intermédiaire de 60 M\$ sur ses actions ordinaires, dividende qui sera versé au plus tard le 30 juin 2021 à l'actionnaire inscrit le 23 avril 2021.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2021 et le premier dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2021 ont été déclarés après le 31 mars 2021, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	43	6 Dérivés	51
État consolidé du résultat global	44	7 Placements financiers	52
Bilan consolidé	45	8 Autres actifs	52
Tableau consolidé des flux de trésorerie	46	9 Passifs détenus à des fins de transaction	52
État consolidé des variations des capitaux propres	47	10 Titres de créance émis	53
Notes annexes		11 Autres passifs	53
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	48	12 Juste valeur des instruments financiers	54
2 Produits de commissions nets	49	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	55
3 Rémunération et avantages du personnel	49	14 Événements postérieurs à la date de clôture	55
4 Analyse sectorielle	50		
5 Actifs détenus à des fins de transaction	51		

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2021 M\$	31 mars 2020 M\$
Produits d'intérêts nets		282	318
- produits d'intérêts		451	668
- charges d'intérêts		(169)	(350)
Produits de commissions nets	2	196	178
- produits de commissions		225	201
- charges de commissions		(29)	(23)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		30	26
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		15	16
Autres produits d'exploitation		6	8
Total du résultat d'exploitation		529	546
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit - reprise/(charge)		16	(140)
Résultat d'exploitation net		545	406
Rémunération et avantages du personnel	3	(159)	(169)
Charges générales et administratives		(128)	(130)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(17)	(20)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(9)	(8)
Total des charges d'exploitation		(313)	(327)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		232	79
Charge d'impôt sur le résultat		(63)	(13)
Bénéfice de la période		169	66
Bénéfice attribuable :			
- à l'actionnaire ordinaire		158	54
- au détenteur d'actions privilégiées		11	12
Bénéfice de la période		169	66
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	499 767
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,29 \$	0,11 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Bénéfice de la période	169	66
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(68)	(61)
– profits sur la juste valeur	(78)	(68)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(15)	(16)
– impôt sur le résultat	25	23
Couvertures de flux de trésorerie	(36)	160
– profits sur la juste valeur	(28)	235
– profits sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(21)	(17)
– impôt sur le résultat	13	(58)
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :		
Réévaluation des régimes à prestations définies	16	14
– avant l'impôt sur le résultat	22	19
– impôt sur le résultat	(6)	(5)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	(3)
– perte sur la juste valeur	–	(3)
– impôt sur le résultat	–	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(88)	110
Résultat global total pour la période	81	176
Attribuable :		
– à l'actionnaire ordinaire	70	164
– au détenteur d'actions privilégiées	11	12
Résultat global total pour la période	81	176

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		13 024	15 750
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		11	13
Actifs détenus à des fins de transaction	5	4 217	1 719
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		10	9
Dérivés	6	3 680	5 447
Prêts et avances à des banques		1 260	1 270
Prêts et avances à des clients		62 459	61 002
Prises en pension à des fins autres que de transaction		6 268	5 996
Placements financiers	7	16 448	19 879
Autres actifs	8	3 240	1 430
Paiements anticipés et produits à recevoir		212	196
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 591	4 043
Actifs d'impôt exigible		62	28
Immobilisations corporelles		267	277
Goodwill et immobilisations incorporelles		165	167
Actifs d'impôt différé		119	121
Total de l'actif		115 033	117 347
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 279	1 139
Comptes des clients		69 603	71 950
Mises en pension à des fins autres que de transaction		4 074	3 227
Effets en transit vers d'autres banques		315	181
Passifs détenus à des fins de transaction	9	3 812	1 831
Dérivés	6	3 868	5 647
Titres de créance émis	10	14 490	17 387
Autres passifs	11	5 469	3 097
Acceptations		3 606	4 062
Charges à payer et produits différés		398	523
Passifs au titre des prestations de retraite		287	310
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		63	81
Passifs d'impôt exigible		—	19
Total du passif		108 275	110 465
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 725	1 725
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		145	249
Résultats non distribués		3 788	3 808
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		6 758	6 882
Total du passif et des capitaux propres		115 033	117 347

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021	31 mars 2020
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	232	79
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	26	28
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	2	3
Variation des pertes de crédit attendues	(16)	140
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	3	4
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(16)	(44)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(585)	110
Variation des prêts et avances à des clients	(1 454)	(1 832)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	1 043	(216)
Variation des autres actifs	(1 395)	(6 623)
Variation des charges à payer et des produits différés	(125)	(149)
Variation des dépôts effectués par des banques	140	2 942
Variation des comptes des clients	(2 347)	2 562
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	847	1 053
Variation des titres de créance émis	(2 897)	2 021
Variation des autres passifs	1 949	3 419
Impôt payé	(84)	(90)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(4 677)	3 407
Achat de placements financiers	(731)	(2 999)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	4 069	3 295
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(9)	(19)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	3 329	277
Émission d'actions ordinaires	—	500
Dividendes versés à l'actionnaire	(206)	(172)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(10)	(14)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(216)	314
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 564)	3 998
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	17 279	1 357
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	15 715	5 355
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	13 024	4 159
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(304)	(284)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 260	1 087
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	1 735	360
Bons du Trésor et certificats de dépôt – moins de trois mois	—	33
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	15 715	5 355
Intérêts :		
Intérêts payés	(251)	(407)
Intérêts reçus	451	627

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves						Total des capitaux propres
	Capital-actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres	
			M\$	M\$			
Au 1^{er} janv. 2021	2 825	3 808	108	141	249	6 882	
Bénéfice de la période	—	169	—	—	—	169	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	16	(68)	(36)	(104)	(88)	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(68)	—	(68)	(68)	
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(36)	(36)	(36)	
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	16	—	—	—	16	
Résultat global total pour la période	—	185	(68)	(36)	(104)	81	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(195)	—	—	—	(195)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(11)	—	—	—	(11)	
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	1	—	—	—	1	
Au 31 mars 2021	2 825	3 788	40	105	145	6 758	

	Autres réserves						Total des capitaux propres
	Capital-actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres	
			M\$	M\$			
Au 1^{er} janv. 2020	2 325	3 745	36	3	39	6 109	
Bénéfice de la période	—	66	—	—	—	66	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	14	(64)	160	96	110	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(61)	—	(61)	(61)	
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(3)	—	(3)	(3)	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	160	160	160	
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	14	—	—	—	14	
Résultat global total pour la période	—	80	(64)	160	96	176	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(160)	—	—	—	(160)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(12)	—	—	—	(12)	
Émission d'actions ordinaires	500	—	—	—	—	500	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	(1)	—	—	—	(1)	
Au 31 mars 2020	2 825	3 652	(28)	163	135	6 612	

¹ La capital-actions se compose de 1 725 M\$ en actions ordinaires et de 1 100 M\$ en actions privilégiées.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2020. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2020, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2020* de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2020, lesquels figurent aux pages 37 et 38, 52 et 53, 87 et 88 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 31 mars 2021. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2020, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2020*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2020 du *Rapport et états financiers annuels 2020* de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	31 mars 2021				31 mars 2020			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	10	2	3	15	10	2	4	16
Produits de courtage	—	1	6	7	—	—	4	4
Cartes	4	—	12	16	5	—	13	18
Facilités de crédit	69	15	—	84	64	14	—	78
Fonds sous gestion	—	—	52	52	—	—	48	48
Importations/exportations	3	—	—	3	2	—	—	2
Commissions d'agence d'assurance	—	—	1	1	—	—	1	1
Autres	8	3	1	12	9	4	1	14
Services de paiement	7	2	1	10	6	2	1	9
Prise ferme et services-conseils	—	25	—	25	1	10	—	11
Produits de commissions	101	48	76	225	97	32	72	201
Moins les charges de commissions	(3)	(9)	(17)	(29)	(4)	(2)	(17)	(23)
Produits de commissions nets	98	39	59	196	93	30	55	178

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le	
	31 mars 2021 M\$	31 mars 2020 M\$
Régimes à prestations définies	6	6
– régimes de retraite	4	4
– régimes autres que de retraite	2	2
Régimes de retraite à cotisations définies	8	10
Total	14	16

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 97 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs d'activité mondiaux constituent les secteurs isolables aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés, et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	31 mars 2021					31 mars 2020 ¹				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ²	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Produits d'intérêts nets	127	27	128	—	282	157	39	132	(10)	318
Produits de commissions nets	98	39	59	—	196	93	30	55	—	178
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	12	11	(2)	30	11	1	11	3	26
Autres produits	5	3	9	4	21	5	6	9	4	24
Total du résultat d'exploitation	239	81	207	2	529	266	76	207	(3)	546
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – reprise/(charge)	8	11	(3)	—	16	(117)	(14)	(9)	—	(140)
Résultat d'exploitation net	247	92	204	2	545	149	62	198	(3)	406
– externe	257	80	205	3	545	170	59	175	2	406
– intersectoriel	(10)	12	(1)	(1)	—	(21)	3	23	(5)	—
Total des charges d'exploitation	(96)	(34)	(167)	(16)	(313)	(102)	(43)	(169)	(13)	(327)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	151	58	37	(14)	232	47	19	29	(16)	79

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude en raison d'une modification aux secteurs à présenter comme il est décrit à la note 9 du Rapport et états financiers annuels 2020.

² Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers M\$	Centre général ¹ M\$	Total M\$
Au 31 mars 2021					
Prêts et avances à des clients	26 704	3 274	32 481	—	62 459
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 235	1 344	12	—	3 591
Total de l'actif externe	40 280	25 515	49 000	238	115 033
Comptes des clients	25 034	6 196	38 373	—	69 603
Acceptations	2 248	1 346	12	—	3 606
Total du passif externe	33 830	24 662	49 360	423	108 275
Au 31 déc. 2020					
Prêts et avances à des clients	25 642	3 794	31 566	—	61 002
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 687	1 344	12	—	4 043
Total de l'actif externe	41 213	29 110	46 703	321	117 347
Comptes des clients	25 188	7 959	38 803	—	71 950
Acceptations	2 703	1 347	12	—	4 062
Total du passif externe	35 345	26 228	48 505	387	110 465

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	3 289	1 486
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		705	121
– autres titres de créance		223	112
À la clôture de la période		4 217	1 719
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 851	1 012
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 366	707
À la clôture de la période		4 217	1 719

¹ Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2020* de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	131 449	64	1 533	1	1 534	1 543	—	1 543
Contrats sur taux d'intérêt	366 782	15 662	1 940	203	2 143	2 032	290	2 322
Contrats sur marchandises	740	—	3	—	3	3	—	3
Au 31 mars 2021	498 971	15 726	3 476	204	3 680	3 578	290	3 868
Contrats de change	144 349	64	1 861	—	1 861	1 913	—	1 913
Contrats sur taux d'intérêt	408 615	16 446	3 323	261	3 584	3 317	415	3 732
Contrats sur marchandises	428	—	2	—	2	2	—	2
Au 31 déc. 2020	553 392	16 510	5 186	261	5 447	5 232	415	5 647

¹ Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Notes annexes (non audité)

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2021			31 déc. 2020		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	9 839	33	283	10 772	42	415
Total	9 839	33	283	10 772	42	415

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2021			31 déc. 2020		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	64	1	—	64	—	—
Risque de taux d'intérêt	5 823	170	7	5 674	219	—
Total	5 887	171	7	5 738	219	—

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Titres de créance		16 431	19 873
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	9 561	11 782
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 719	2 838
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		3 209	3 502
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		942	1 751
Titres de capitaux propres		17	6
À la clôture de la période		16 448	19 879
Placements financiers		16 448	19 879
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		16 271	19 788
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		177	91

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Débiteurs	714	339
Comptes de règlement	1 974	614
Garantie en trésorerie	546	470
Autres	6	7
À la clôture de la période	3 240	1 430

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	31 mars 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	3 812	1 831
À la clôture de la période	3 812	1 831

10 Titres de créance émis

	Au	
	31 mars 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	8 139	9 218
Obligations sécurisées	3 836	3 883
Instruments du marché monétaire	2 515	4 286
À la clôture de la période	14 490	17 387

Durée résiduelle

	Au	
	31 mars 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Moins de un an	4 763	7 456
De 1 an à 5 ans	9 692	9 896
De 5 à 10 ans	35	35
À la clôture de la période	14 490	17 387

11 Autres passifs

	Au	
	31 mars 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	2 147	1 955
Obligations locatives	222	226
Créditeurs	388	282
Comptes de règlement	2 213	354
Garantie en trésorerie	410	225
Autres	80	49
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	9	6
À la clôture de la période	5 469	3 097

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 31 mars 2021 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 31 mars 2021				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 064	153	—	4 217
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	10	—	10
Dérivés	—	3 680	—	3 680
Placements financiers	16 432	16	—	16 448
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 758	54	—	3 812
Dérivés	—	3 868	—	3 868
Au 31 déc. 2020				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	1 659	60	—	1 719
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	9	—	9
Dérivés	—	5 447	—	5 447
Placements financiers	19 873	6	—	19 879
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	1 776	55	—	1 831
Dérivés	—	5 647	—	5 647

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
Trimestre clos le 31 mars 2021			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—
Trimestre clos le 31 mars 2020			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	25	—	53
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	12	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 120 et 121 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		31 mars 2021		31 déc. 2020	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	62 459	62 705	61 002	61 309
Passif					
Comptes des clients		69 603	69 825	71 950	72 234
Titres de créances émis		14 490	14 800	17 387	17 792
Créances subordonnées		1 011	1 048	1 011	1 047

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 59 082 M\$ et juste valeur de 59 314 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 23 avril 2021, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2021, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2021 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2021.

Le 23 avril 2021, la banque a également déclaré un premier dividende intermédiaire de 60 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2021. Ces dividendes seront versés au plus tard le 30 juin 2021 à l'actionnaire inscrit le 23 avril 2021.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2021 et le premier dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2021 ont été déclarés après le 31 mars 2021, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 mars 2021.

Le 23 avril 2021, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télec. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
416-868-8282
416-673-6997
Français :
416-868-8282
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada
Instagram : @hsbc_ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
4^e étage
2910, Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca